

**CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DES YVELINES
DIRECTION LOGISTIQUE ET INFORMATIQUE
92, AVENUE DE PARIS
78000 VERSAILLES**

**ENTRETIEN DES TOITURES ET TERRASSES DES BATIMENTS DE
LA CPAM DES YVELINES**

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (CCP)

CONSULTATION N°2026.78.3.1.1.001.00.00.00

Établi en application du code de la commande publique en vigueur au 1 avril 2019 et de l'arrêté du 19 Juillet 2018 portant règlement sur les marchés des Organismes de Sécurité Sociale.












**LA PROCEDURE DE CONSULTATION UTILISEE EST UNE PROCEDURE ADAPTEE
EN APPLICATION DE L'ARTICLE R2123-1-3° DU CODE PRECITE**

Le présent Cahier des Clauses Particulières comporte 25 feuillets,
Numérotés de 1 à 25 et deux annexes








SOMMAIRE

1. DÉFINITIONS	3
2. DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	4
3. STRUCTURE ET FORME DU MARCHÉ.....	6
4. DURÉE DU MARCHÉ ET DÉLAIS D'EXÉCUTION	7
5. DÉFINITION DES PRESTATIONS	7
6. LES OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....	11
7. BON DE COMMANDE	15
8. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT	15
9. MODALITÉ DE PAIEMENT ET ÉTABLISSEMENT DE LA FACTURATION	17
10. LES PÉNALITÉS.....	18
11. ASSURANCE	19
12. CLAUSE ENVIRONNEMENTALE	19
13. RÉUNION DE DÉMARRAGE DU MARCHÉ	20
14. RÉUNION DU SUIVI DES PRESTATIONS	20
15. SOUS-TRAITANCE.....	21
16. DROIT, LANGUE ET MONNAIE.....	21
17. ÉLECTION DE DOMICILE	21
18. RÉSILIATION	21
19. ATTRIBUTION DE JURIDICTION	22
20. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX	23
ANNEXE 1 DU CCP LIVRET DE SÉCURITÉ DE L'INFORMATION	24
ANNEXE 2 DU CCP CONTRAT DE PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES	25

ÉLÉMENTS CLÉS DU MARCHÉ

	Objet du contrat	ENTRETIEN DES TOITURES ET TERRASSES DES BATIMENTS DE LA CPAM DES YVELINES
	Acheteur	Caisse Primaire d'Assurance Maladie des Yvelines
	Type de marché	Accord cadre à bon de commande mono-attributaire
	Procédure	MAPA
	Structure	Pas d'allotissement
	Lieu d'exécution	L'ensemble des sites mentionnés à l'article 2-3 du présent CCP
	Délai	48 mois
	Développement durable	Clause environnementale
	Pénalités de retard	Prévues dans le CCP
	Variation des prix	Révisables (formule)
	Nature des prix	Mixte

1. DÉFINITIONS

	CCP	Le CCP , ou Cahier des Clauses Particulières, est un document qui regroupe les clauses administratives et techniques spécifiques à un marché. L'utilisation d'un CCP se justifie lorsqu'il n'est pas nécessaire de distinguer le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) du cahier des clauses techniques particulières (CCTP).
	RC	Le RC , ou Règlement de la Consultation est un document utilisé dans les procédures de passation des marchés publics. Il complète l'avis d'appel à la concurrence. Il liste notamment les pièces de candidature et d'offre à transmettre par les opérateurs économiques et les critères de jugement des offres utilisés pour l'attribution des marchés et leur pondération.
	AE	L' AE , ou Acte d'Engagement, est le document juridique qui formalise l'engagement du titulaire à exécuter les prestations décrites dans le marché, en accord avec sa proposition technique et financière. Ce document, complété par le CCTP, le CCAP, le BPU et la DPGF, est fourni dans le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE).
	DPGF	La DPGF , ou Décomposition du Prix Global et Forfaitaire, est le document destiné à fournir le détail du prix forfaitaire établi par l'opérateur économique soumissionnaire. Elle est téléchargeable via le dossier de consultation des entreprises (DCE).
	Acheteur	L' acheteur , désigné le pouvoir adjudicateur, est le donneur d'ordre du contrat pour le compte duquel le contrat est exécuté. Pour éviter les répétitions, les termes « acheteur » et « pouvoir adjudicateur » sont synonymes et seront utilisés dans le présent marché.
	Titulaire	Le titulaire désigné dans le contrat est l'opérateur économique qui conclut le contrat avec l'acheteur. En cas d'attribution à un groupement d'opérateurs économiques, le titulaire désigne le groupement représenté par son mandataire.
	Prestation	La prestation est l'ensemble des tâches prévues au marché qui incombent au titulaire et rémunérées par l'acheteur. Le terme « prestation » vise également une partie du contrat soumise à des règles spécifiques.

2. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

2-1 Les parties contractantes

- **Le pouvoir adjudicateur :**

Les prestations sont réalisées pour l'acheteur Caisse Primaire d'Assurance Maladie des Yvelines, représenté par Cécile ALOMAR Madame la Directrice Générale.

Adresse et coordonnées :

CPAM des Yvelines
Secteur Assurances et Marchés
92 Avenue de Paris
78000 Versailles
Téléphone : 01 39 20 33 19

Courriel : sam.marches.cpam-yvelines@assurance-maladie.fr

Dès la notification du contrat, le pouvoir adjudicateur désigne une personne physique, habilitée à le représenter auprès du titulaire. D'autres personnes physiques pourront être habilitées à représenter le pouvoir adjudicateur en cours d'exécution de l'accord-cadre.

- **L'entreprise titulaire :**

Le titulaire désigne dès le début du contrat les noms et coordonnées professionnelles d'une ou plusieurs personnes chargées de le représenter pour l'exécution des prestations. En cas d'empêchement ou de remplacement de ces représentants en cours d'exécution du contrat, le titulaire en avise sans délai l'acheteur et lui indique les noms et coordonnées professionnelles d'un nouveau représentant. Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant le titulaire.

Le titulaire sera mentionné et nommé dans l'acte d'engagement.

2-2 Objet du marché

Le présent marché concerne l'entretien des toitures, des terrasses et des évacuations d'eaux pluviales des bâtiments de la CPAM des Yvelines.

La reprise ponctuelle des éléments d'ouvrages pour garantir la pérennité et le bon fonctionnement des installations. Le marché comprend toutes les fournitures, les travaux et les tests nécessaires.

2-3 Lieux d'exécution du marché

L'exécution de l'ensemble des prestations décrites dans le présent marché se feront sur les sites suivants :

Site	Adresse
Versailles Siège	92, Avenue de Paris – 78000 Versailles
Poissy Technoparc	2-10, Rue Edouard Jeanneret - 78300 Poissy
Poissy Duployé	1, Place Duployé - 78300 Poissy

Magasins Montigny-le-Bretonneux	10, Avenue Ampère - 78180 Montigny-le-Bretonneux
Guyancourt Vauban	33-37, Boulevard Vauban - 78280 Guyancourt
Trappes	2, Rue Paul Langevin – 78190 Trappes
Chanteloup-les-Vignes	33, Route de Poissy – 78300 Chanteloup-les-Vignes
Les Mureaux	30, Rue Gambetta – 78130 Les Mureaux

L'opérateur économique souhaitant concourir au présent marché sera tenu de procéder à la visite de l'intégralité des sites mentionnés ci-dessus et d'obtenir la signature sur le laissez-passer conformément aux modalités stipulées dans l'article 7 du Règlement de Consultation (RC).

À défaut de réalisation de cette démarche, la candidature pourra être déclarée non conforme et, à ce titre, écartée de la procédure de sélection des offres.

La visite sur site est indispensable pour les prestataires afin d'établir les tarifs forfaitaires pour la maintenance préventive annuelle des sites mentionnés dans le DPGF.

2-4 Pièces particulières du marché

Les pièces constitutives du marché sont par ordre de priorité décroissant :

- L'acte d'engagement dont l'exemplaire conservé dans les archives de la CPAM 78 fait seul foi,
- La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) dont l'exemplaire conservé dans les archives de la CPAM 78 fait seul foi,
- Les présentes Clauses Particulières et ses annexes dont l'exemplaire conservé dans les archives de la CPAM 78 fait seul foi,
- Les « conditions générales de vente » du prestataire qui sera intégré au Cahier des Clauses Particulières dont l'exemplaire conservé dans les archives de la CPAM 78 fait seul foi.

2-5 Pièces particulières du marché

Les pièces constitutives du marché sont par ordre de priorité décroissant :

- L'arrêté du 19 juillet 2018 portant règlement sur les Marchés des Organismes de Sécurité Sociale du régime Général,
- Le code de la commande publique entré en vigueur 01 avril 2019,
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services, approuvé par arrêté du 30 mars 2021, ci-après désigné CCAGFCS,
- Le code du travail.

Cette énumération de la réglementation n'est donnée qu'à titre d'information. Elle ne peut constituer une énumération limitative, le Titulaire devant se référer à tous les règlements, lois, etc. afférents à sa spécialité.

Aucune des réserves qui seraient apportée aux pièces désignées ci-dessus ne sera admise.

Toute clause portée dans la documentation du titulaire et contraire aux stipulations ou dispositions des pièces constitutives du marché, est réputée non écrite.

En cas de contradiction entre les documents fournis par le Titulaire et les documents du présent marché, ces derniers auront priorité et les clauses s'appliqueront de plein droit.

Le Titulaire s'engage à respecter toutes les dispositions incluses dans les pièces du marché.

3. STRUCTURE ET FORME DU MARCHÉ

3-1 Procédure de passation

La présente consultation est un accord-cadre passé selon une procédure adaptée, en application des articles L.2123-1, R.2123-1 et R.2123-4 du Code de la Commande Publique.

3-2 Structure et forme du marché

Conformément aux articles R2162-1 à R2162-6 du Code de la Commande Publique, le présent marché est un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande fixant l'ensemble des stipulations contractuelles.

L'accord-cadre ne stipule pas de montant minimum. En revanche, il établit un montant maximum de 142 000 Euros HT, correspondant aux crédits budgétaires attribués par le pouvoir adjudicateur pour ce marché, qui sera réparti sur la totalité de la durée de celui-ci, soit 48 mois.

La CPAM des Yvelines indique que les montants mentionnés ci-dessus ne constituent pas un engagement contractuel de la part de l'Organisme.

La CPAM des Yvelines prévient les candidats que toute offre dont le prix excède les crédits budgétaires alloué sera rejetée au motif que l'offre sera jugée inacceptable.

Les prestations exécutées dans le cadre du présent marché relèvent d'un marché de services.

3-3 Nantissement – Cession de créances

A la demande du Titulaire, l'Organisme remettra une copie de l'original de l'acte d'engagement certifiée conforme et portant la mention « *copie certifiée conforme à l'original délivrée en unique exemplaire pour être remis à l'établissement de crédit et en cas de cession ou de nantissement de créance consentis conformément à la loi n°81-1 du 2 janvier 1981 facilitant le crédit aux entreprises* ».

3-4 Modification du marché

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de modifier le marché en cours selon les dispositions des Articles R. 2194-1 et suivants du Code de la Commande Publique.

Les raisons de fermeture d'un site, qu'elle soit temporaire ou définitive, constituent également des raisons de modification du marché.

La modification du marché entraînera l'élaboration d'un avenant en plus ou moins-value au regard des besoins de l'Organisme.

4. DURÉE DU MARCHÉ ET DÉLAIS D'EXÉCUTION

Le présent marché prendra le jour de sa notification pour une durée initiale de 12 mois. Il pourra être reconduit tacitement jusqu'à trois fois pour une durée totale de 48 mois.

En cas de non reconduction du marché, le pouvoir adjudicateur notifiera au Titulaire, deux mois avant la fin de la période en cours, par lettre recommandée avec accusé de réception, la non reconduction du marché.

Les notifications du marché et des informations seront valablement réalisées par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception. La date de réception, qui peut être mentionnée sur un récépissé, est considérée comme la date de notification.

5. DÉFINITION DES PRESTATIONS

Le marché concerne l'entretien des toitures, des terrasses et des évacuations d'eaux pluviales des bâtiments CPAM des Yvelines.

Les travaux sont soumis aux textes, normes, règlements en vigueur à la date de remise des offres.

En ce qui concerne la réfection et l'entretien des toits terrasses, ils devront être, à minima, conformes aux documents techniques unifiés suivants:

- DTU 43.1 Etanchéité des toitures terrasses et toitures inclinées avec éléments porteurs en maçonnerie en climat de plaine.
- DTU 43.5 Réfection des ouvrages d'étanchéité des toitures terrasses ou inclinées.

Le prestataire est réputé avoir apprécié toutes les conditions des installations et s'être parfaitement rendu compte de leur nature, de leur importance et de leurs particularités.

Le prestataire aura à procédé si besoin à une visite des lieux.

5-1 Maintenance préventive

La maintenance préventive est l'acte qui consiste à effectuer des activités de maintenance planifiées pour aider à prévenir les défaillances. En adoptant cette démarche proactive, la maintenance préventive permet de réduire les dysfonctionnements, d'optimiser la durée de vie du matériel et de minimiser les coûts liés aux interventions curatives.

La CPAM des Yvelines précise que la maintenance préventive doit être réalisée au minimum une fois par an sur l'ensemble des sites mentionnés à l'article 2-3 du présent document, à l'exception du site de Versailles, qui nécessitera deux interventions annuelles.

Le titulaire, en raison de son expertise, devra déterminer la fréquence adaptée des prestations en concertation avec la CPAM des Yvelines. À cet effet, il devra remplir le planning de maintenance et le transmettre au responsable de l'immeuble affilié au site concerné au moins un mois avant la date prévue. En cas de retard ou de non-respect de cette échéance, des pénalités seront appliquées conformément à l'article 10 du CCP.

Ce type de prestation ne nécessitera pas l'émission d'un bon de commande. Il suffira d'envoyer la facture correspondant à la prestation réalisée une fois celle-ci effectuée.

La réception du rapport d'intervention mentionné à l'article 5-3 du présent document constituera une preuve de la bonne exécution de la prestation, à condition qu'elle ait été réalisée dans les règles de l'art.

Par ailleurs, le titulaire devra respecter scrupuleusement les dates d'interventions qu'il aura indiquées dans le planning de maintenance. À défaut, des pénalités seront également appliquées, conformément à l'article 10 du CCP.

Les contacts des responsables d'immeubles des différents sites de la CPAM des Yvelines seront communiqués lors de la réunion de démarrage du marché.

Les interventions qui en découlent peuvent être déclenchées de manière systématique conformément au planning de maintenance établi par le titulaire, ou bien être déclenchées sous condition.

La Maintenance préventive systématique permet :

- d'éviter la détérioration des équipements,
- de diminuer les risques d'avaries ainsi que les coûts résultant de l'indisponibilité de l'équipement,
- d'accroître la sécurité des biens et des personnes,

La maintenance préventive conditionnelle est une maintenance préventive subordonnée à un type d'événements prédéterminés révélateurs de l'état de dégradation d'un bien. Elle permet de programmer en fonction de certains indicateurs le remplacement d'éléments composant un équipement en limitant ainsi les coûts en temps et en pièces.

5-1-1 Chéneau, gouttières, descentes et caniveaux

L'entretien préventif comprendre les prestations suivantes :

- Examen général des ouvrages visibles.
- Nettoyage des évacuations d'eaux pluviales, enlèvements des feuilles et mise à la décharge des détritux.
- Remise en place des descentes déboîtées y compris le remplacement des crochets défectueux ou manquants.
- Remplacement des sections de chéneaux et descentes détériorées.
- Vérification du bon fonctionnement des descentes et des débouchages le cas échéant.
- Nettoyage des pieds de chutes à l'aide de matériels adaptés (regards, tampons de visites.)
- Contrôle des dauphins existant et remises en place le cas échéant y compris remplacement des colliers manquants ou défectueux.
- Mise en eau pour la recherche de fuites.

Concernant spécifiquement le site de Versailles, un entretien des verrières du bâtiment principal et du restaurant d'entreprise devra être réalisé en plus des autres prestations mentionnées ci-dessus.

5-1-2 Entretien et contrôle des toitures gravillonnées, bitumeuses, polycarbonate, tôles

L'entretien préventif comprendre les prestations suivantes :

- Examen général des ouvrages d'étanchéité visibles.
- Enlèvement des déchets, mousses, herbes, végétaux ainsi que des objets divers et mise en décharge des détrit.
- Ratissage, remise à niveau des gravillons, remise en ordre des éventuelles protections meubles.
- Inspection complémentaire de tous les ouvrages de la toiture, tels que les souches, joints, lanterneaux, ventilations, zinguerie, (liste non exhaustive).
- Vérifications des relevés d'étanchéité.
- Maintien en bon fonctionnement des évacuations pluviales et trop pleins.
- Remise en place ou remplacement en cas de détérioration des crapaudines et garde-grèves.
- Traitement anti-mousse dans le respect de l'environnement.
- Vérifications des naissances d'eau pluviales et trop pleins.

5-1-3 Entretien et contrôle des toitures terrasses accessibles

L'entretien préventif comprendre les prestations suivantes :

- Examen général des ouvrages visibles.
- Enlèvement des mousses, herbes, végétaux ainsi que des objets divers et mise en décharge des détrit.
- Vérifications des naissances d'eau pluviales et trop pleins.
- Nettoyage complet des parties courantes du revêtement de circulation et du revêtement support des plots à jets d'eau.
- Recalage des dalles instables, changement des plots et dalles détériorés si nécessaires.
- Inspection complémentaire de tous les ouvrages de la toiture, tels que les souches, joints, lanterneaux, acrotères, ventilations, zinguerie, bandeaux de protections, (liste non exhaustive).
- Traitement anti-mousse dans le respect de l'environnement.

Concernant spécifiquement le site de Versailles, un entretien du toit terrasse du parking (y compris les EP et crapaudines) et du parvis de l'accueil (y compris les EP, caniveaux et regards) devra être réalisé en plus des prestations mentionnées ci-dessus.

5-1-4 Entretien et contrôle des toitures terrasses auto-protégées

L'entretien préventif comprendre les prestations suivantes :

- Examen général des ouvrages visibles.
- L'enlèvement et le retraitement des boues, limons, feuilles et objets sur le revêtement auto-protégé apparent et mise en décharge des détrit.

- Inspection complémentaire de tous les ouvrages de la toiture, tels que souches, joints, lanterneaux, acrotères, ventilations, zinguerie, bandeaux de protections (liste non exhaustive).
- Vérifications des relevés d'étanchéité.
- Vérifications des naissances d'eau pluviales et trop pleins.
- Traitement anti-mousse dans le respect de l'environnement.

5-2 Maintenance curative

Avant de procéder à une intervention de maintenance curative, le pouvoir adjudicateur contactera le titulaire pour organiser une visite permettant de constater le dysfonctionnement. Cette intervention est effectuée à titre gracieux.

La maintenance curative peut également être envisagée suite à l'intervention d'une maintenance préventive lorsque le titulaire constate que des réparations de la toiture ou de la terrasse sont nécessaires afin d'assurer le bon état des installations prévues dans le cadre du présent marché.

L'objectif de cette intervention est d'identifier la nature du dysfonctionnement, permettant ainsi au titulaire de planifier l'intervention de la maintenance curative appropriée pour résoudre la défaillance.

Le titulaire aura la possibilité de facturer la maintenance curative lors de sa visite de réparation, qui interviendra ultérieurement.

Les interventions qui relèvent de la maintenance curative ont pour objet la remise en état des matériels ou équipements à la suite d'une défaillance ou d'une dégradation.

L'entreprise disposera d'un délai de 8 jours ouvrés pour soumettre son devis à la suite de son passage sur site. À défaut, des pénalités pourront être appliquées conformément à l'article 10 du CCP.

En cas d'urgence, l'entreprise s'engage à intervenir sous un délai ne pouvant excéder 48h.

5-3 Rapport d'intervention

À la suite de chaque intervention, un rapport avec photo avant et après intervention sera adressé au responsable d'immeuble précisant :

- La date d'intervention
- Un résumé des constatations et observations
- L'opportunité de réaliser certains travaux curatifs sortant du cadre de l'entretien, pour lesquels un devis sera établi pour une exécution éventuelle après accord de la CPAM des Yvelines.

Le rapport sera rendu impérativement dans un délai de 5 jours ouvrés maximum. À défaut, des pénalités pourront être appliquées conformément à l'article 10 du CCP.

5-4 Contrôle des interventions et des résultats escomptés

Après la réalisation d'une intervention, l'Organisme procédera à la vérification de la conformité de l'exécution des prestations conformément aux termes du présent marché. Il se réserve le droit de demander des interventions correctives, sans frais supplémentaires, en cas de défaut de maintenance lors de la réalisation de cette dernière qui a été mentionnée dans le rapport d'intervention. En l'absence de mise en œuvre de l'intervention corrective mentionnée ci-dessus, le titulaire s'expose aux pénalités financières stipulées à l'article 10 du CCP.

Pour chaque prestation, le titulaire sera accompagné par le responsable de l'immeuble.

Un rendez-vous devra impérativement être fixé avec ce dernier à l'adresse numérique suivante :

responsable.immeubles.cpam-yvelines@assurance-maladie.fr

5-5 Prestations optionnelles

L'Organisme se réserve le droit de demander au titulaire d'effectuer des travaux supplémentaires liés aux toitures et à l'évacuation des eaux pluviales.

Ces travaux peuvent inclure :

- Le démoussage des toitures,
- Le remplacement de gouttières en zinc,
- Le remplacement de tuiles en ardoise.

La liste ci-dessus n'est pas exhaustive. La CPAM des Yvelines se fiera au catalogue des prix du prestataire pour la réalisation des prestations spécifiques visées par le présent marché.

Les coûts de main-d'œuvre et les frais de déplacement seront alignés sur les tarifs d'une intervention curative.

5-6 Le catalogue des prix du titulaire

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, le titulaire mettra à disposition de l'Organisme son catalogue des prix.

Ce catalogue devra répertorier l'ensemble des matériaux, fournitures et prestations nécessaires à la bonne réalisation des prestations décrites dans le présent marché.

Le titulaire devra indiquer dans l'acte d'engagement le taux de remise qu'il concède à appliquer sur la proposition des devis qu'il remettra à l'acheteur en cas de réparation.

Dans le cadre de son offre, le titulaire devra joindre le catalogue des prix, indiquant, pour chaque référence, les prix hors remise et les prix avec remise. Puis, au cours du mois anniversaire du marché, il transmettra un nouveau catalogue des prix, avec et sans remise.

Il sera impossible pour la CPAM des Yvelines d'accepter des devis si elle n'a pas eu connaissance du catalogue des prix avec et sans les remises.

6. LES OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Le prestataire est tenu à une obligation de résultat concernant la réalisation des prestations définies dans le CCP et doit respecter les exigences stipulées dans les actes d'engagement.

Tout manquement à ces obligations contractuelles pourra entraîner des sanctions financières prévues dans l'article 10 du présent document et/ou à la résiliation du présent marché.

Le titulaire assure les missions lui incombant décrites au CCP.

L'ensemble des prestations effectuées par le titulaire devra être assuré conformément à la réglementation en vigueur.

En cas de jour férié ou de fermeture de site de la CPAM des Yvelines, le Titulaire devra intervenir le jour suivant pour effectuer les prestations mentionnées dans le présent marché.

Le titulaire a une obligation de résultat. Pour cela, le Titulaire s'engage à mettre obligatoirement à disposition les effectifs et les moyens matériels pour l'exécution des prestations mentionnées dans le présent marché.

Le Titulaire du marché s'engage à exécuter les prestations :

- En se soumettant sans exception ni restriction aux stipulations du présent CCP,
- En respectant les prescriptions légales et réglementaires du droit du travail et assurant la charge et l'exécution des obligations imposées par les lois sociales et fiscales.
- En respectant les engagements et les prix qu'il aura accepté après la signature de l'acte d'engagement.

6-1 Les obligations en matière de sécurité

Compte tenu de la nature des prestations, le titulaire est tenu de respecter les dispositions spécifiques en matière de sécurité applicables aux sites d'intervention, qui lui seront communiquées par le pouvoir adjudicateur conformément aux modalités prévues à l'article 5.3 du Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) « Fournitures courantes et Services ».

Ces dispositions particulières relatives à la sécurité, qui seront transmises ultérieurement, devront impérativement respecter les obligations énoncées ci-dessous :

- Respect des Normes et Règlements

L'exécution des prestations par le Titulaire s'effectuera conformément à l'ensemble des normes, règlements en vigueur, ainsi qu'à ceux qui pourraient le devenir ultérieurement. Le Titulaire s'engage à respecter strictement les consignes et règlements relatifs à la sécurité, ainsi qu'à assurer la maintenance en état des matériels de sécurité (signalisation, dispositifs, matériels, contrôles périodiques). Il devra également veiller au respect des règlements d'hygiène et appliquer les consignes communiquées par les exploitants ou leurs représentants, notamment les services coordinateurs du contrat.

- Responsabilité en matière de sécurité

Le Titulaire assume l'entière responsabilité de la sécurité de ses salariés, y compris en cas d'accidents résultant d'un défaut de conception, de réalisation ou d'utilisation des ouvrages provisoires, ou d'un manquement dans l'usage des engins, machines ou outils. Il demeure également responsable de toutes dégradations occasionnées aux ouvrages existants.

- Sécurité des machines et dispositifs de protection

Les machines présentant des risques pour le personnel ou les usagers seront évitées dans la mesure du possible. La responsabilité exclusive du Titulaire implique la mise en œuvre de tous dispositifs de protection et d'isolement nécessaires pour garantir la sécurité lors de leur utilisation.

- Constatation d'anomalies et mesures de sécurité

En cas de détection d'anomalies susceptibles d'affecter la sécurité des personnes ou des biens, le Titulaire doit immédiatement en avvertir les interlocuteurs désignés par la CPAM des Yvelines. Lorsque la sécurité des usagers ou des agents est potentiellement compromise, notamment par l'emploi de matériaux dangereux, un procès-verbal d'ouverture de chantier doit être établi avant toute intervention. Ce document doit faire l'objet d'un accord entre le Titulaire et les services coordinateurs de la CPAM

des Yvelines, et le permis feu doit être obtenu pour toute opération nécessitant une telle procédure (soudure, meulage, etc.), délivré uniquement par les services habilités.

- Travaux en locaux techniques

Les travaux similaires, réalisés selon les mêmes modalités, peuvent être exécutés dans les locaux techniques sans restriction particulière.

- Dispositifs de sécurité et de signalisation

Le Titulaire doit mettre en place l'ensemble des dispositifs de protection et de signalisation nécessaires lors de l'exécution des travaux ou opérations de maintenance, conformément au décret du 8 janvier 1965 et à ses textes d'application, notamment en ce qui concerne l'accès en hauteur. Il doit également prévoir toutes mesures visant à empêcher l'accès aux personnes et véhicules, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des installations, afin d'assurer la sécurité des intervenants et des usagers.

Il doit fournir, entre autres, le matériel adapté, en assurer la maintenance et veiller à son bon état. Il doit également prévoir et assurer l'accès aux moyens nécessaires à l'accomplissement de ses prestations (nacelles, échafaudages, etc.), en étant responsable de leur utilisation, leur entretien et des dommages éventuels causés au bâtiment.

- Stockage de produits dangereux

Le Titulaire s'interdit formellement de stocker des produits dangereux dans l'enceinte des établissements, y compris dans les locaux non accessibles au public. La nécessité d'utiliser de tels produits doit être limitée aux quantités strictement nécessaires à la réalisation des prestations journalières, dans le respect de la réglementation en vigueur.

- Moyens d'accès

Les moyens d'accès (clés, badges) indispensables à l'exécution des prestations seront remis au Titulaire par la CPAM des Yvelines. Les modalités de remise et de restitution de ces moyens seront fixées d'un commun accord entre le Titulaire et la CPAM, durant l'exécution du marché.

6-2 Les obligations fiscales et sociales

Le Titulaire ne peut exécuter le marché s'il n'a pas produit les documents suivants :

- Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations sociales et au paiement des cotisations et contributions de Sécurité Sociale prévue à l'Article L. 243-15, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois.
- Une attestation délivrée par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales,
- Une attestation sur l'honneur arguant de la réalisation du travail par des salariés régulièrement employés au regard des Articles L.1221-10, L.3243-2 et R.3243-1 du Code du travail,
- Une attestation d'assurance en matière de responsabilité civile valable du 01/01/2025 au 31/12/2025.

Le Titulaire est tenu, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception d'une demande formelle de l'Organisme, de produire une nouvelle attestation d'assurance. À défaut de la réception dudit document, des pénalités seront appliquées conformément à l'article 10 du CCP.

Le Titulaire s'engage également à remettre, en début de chaque année, une attestation d'assurance en cours de validité.

6-3 L'obligation d'information et de conseil

La CPAM des Yvelines n'est pas experte dans le domaine de l'entretien des prestations objet du présent marché. A ce titre, le titulaire devra aviser l'Organisme de toute modification réglementaire applicable aux prestations, objet du présent marché et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

Le titulaire, en sa qualité de professionnel s'engage à communiquer à l'acheteur dans les meilleurs délais, les alertes et mises en garde, notamment en cas de retard, de difficultés majeures ou de tout événement susceptible d'impacter le projet.

Enfin, le titulaire est tenu de notifier à l'Organisme les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager,
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou sa dénomination,
- A son adresse, son siège social ou à l'adresse d'exécution des prestations,
- Aux renseignements qu'il a communiqués

Le titulaire devra également conseiller l'acheteur, en lui fournissant toute information jugée utile à la bonne exécution des prestations faisant l'objet du présent marché.

En l'absence de réponse du Titulaire à toute demande, quelle qu'en soit la nature, durant une période de deux semaines, malgré plusieurs relances par courriel, téléphone ou courrier recommandé, des pénalités peuvent être appliquées conformément à l'article 10 du CCP.

6-3 L'obligation de confidentialité

Le Titulaire s'engage à respecter les annexes dénommées « Livret de sécurité de l'information » et « Contrat de protection des données personnelles ». Ces annexes deviendront contractuelles à la notification du marché.

Par ailleurs, voici les dispositions applicables du CCAG en la matière :

- **Protection des données à caractère personnel**
Les dispositions de l'Article 5.2 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.
- **Obligation de confidentialité**
Les dispositions de l'Article 5.1 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.
- **Mesures de sécurité**
Les dispositions de l'Article 5.3 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.
- **Information des sous-traitants**
Les dispositions de l'Article 5.4 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.
- **Protection de la main d'œuvre et conditions de travail**
Les dispositions de l'Article 6 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.
- **Protection de l'environnement, sécurité et santé**
Les dispositions de l'Article 7 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.
- **Réparation des dommages**
Les dispositions de l'Article 8 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

7. BON DE COMMANDE

Des bons de commande pourront être émis par l'Organisme afin d'exécuter les prestations définies dans le CCP.

Les commandes seront émises au fur et à mesure des besoins de la Caisse primaire d'Assurance Maladie des Yvelines au moyen de bons de commande et délivrés par l'Organisme signés par la Directrice Générale ou son délégataire.

Ces bons de commande pourront être adressés au Titulaire par l'Organisme dès notification du marché. Ils seront transmis par courrier ou courriel.

Sur chaque bon de commande, les mentions suivantes devront figurer :

- La référence et le numéro de marché (n°2025.78.3.1.1.025.00.00.00)
- Le numéro et date de la demande
- La prestation souhaitée
- La quantité demandée
- La date de l'intervention
- Le lieu de livraison
- Les prix unitaires correspondants HT
- Le montant total HT

Selon la prestation demandée, d'autres mentions pourront être ajoutées.

Les bons de commande numérotés sont établis et signés par la personne de la CPAM dûment habilitée. Les bons de commande sont impérativement notifiés à son titulaire avant tout commencement d'exécution des prestations, par courrier ou par courriel.

Les bons de commande pourront être émis jusqu'au dernier jour du marché. Le Titulaire devra honorer chaque commande, sans montant minimum par commande.

En cas de demande urgente, celle-ci pourra se faire par téléphone, confirmée par écrit (courrier, mail).

8. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT

Lorsque l'analyse des prix est réalisée, celui-ci devient contractuel. Aussi, en cas d'erreur dans l'offre, la différence en résultant sera à la charge du titulaire.

De même, lorsqu'un titulaire s'est déclaré exonéré de TVA en raison de son chiffre d'affaires, le montant HT est contractuel ; aussi, si sa situation évolue en cours de marché et qu'il devient assujéti à la TVA, il devra assumer cette charge durant toute l'exécution du marché.

8-1 Forme des prix

Conformément à l'article R. 2112-6 du Code de la Commande Publique, le marché est traité à prix mixtes, c'est-à-dire à prix unitaires et forfaitaires, en fonction de la nature des différentes prestations :

- Sont à prix forfaitaires : les maintenances préventives.

- Sont à prix unitaires : les maintenances curatives ainsi que les achats des fournitures, pièces détachés ou équipements.

8-2 La décomposition des prix

Les prix seront appliqués aux prestations et quantités réellement exécutées.

Les prix indiqués dans l'acte d'engagement sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales, les frais de déplacements, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC.

Le Titulaire appliquera la TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

8-3 Prix initiaux

Les prix initiaux du présent marché sont indiqués dans l'acte d'engagement et le DPGF.

Il sera impossible pour le titulaire de demander une réévaluation des prix la première année du marché.

8-4 Révision des prix

Le tarif pourra être révisé annuellement, à chaque date anniversaire du marché. Pour rappel, la date d'anniversaire correspond à la date de notification du présent marché. Cette date sera indiquée dans l'acte d'engagement une fois le marché notifié.

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au trimestre T0 par dérogation à l'article 10 du CCAG/FCS. Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du trimestre correspondant au mois de réception des offres. Ce trimestre est appelé « T0 ».

Modalités de révision des prix : Les prix indiqués dans l'acte d'engagement sont révisables annuellement sur demande du Titulaire selon la formule suivante :

$$P = P0 \times (T/T0)$$

Dans laquelle :

- P est le prix HT révisé,
- P0 est le prix HT initial qui figure dans l'acte d'engagement,
- **T0** = Valeur de l'indice des salaires mensuels de base - Autres activités de services (NAF rév. 2, niveau A38 SZ) - Base 100 au T2 2017– Identifiant 010562686 paru à la date d'établissement des conditions économiques du trimestre T0 à savoir, sur la base des conditions économiques du trimestre lors de la remise des offres.
- **T** = Valeur du dernier indice définitif connu à la date de révision du marché de la série d'indice des salaires mensuels de base - Autres activités de services (NAF rév. 2, niveau A38 SZ) - Base 100 au T2 2017– Identifiant 010562686.

Les prix pourront être révisés à la hausse ou à la baisse.

Le Titulaire doit, lors de sa demande de paiement, calculer la révision applicable et fournir à l'acheteur les informations nécessaires au contrôle dudit calcul, notamment la valeur des indices.

Par ailleurs, le Titulaire enverra le nouveau tarif des prix révisés au plus tard un mois après la date anniversaire du présent marché par courriel aux adresses électroniques suivantes :

sagi.cpam-yvelines@assurance-maladie.fr
anne.daver@assurance-maladie.fr

Les nouveaux prix prendront effet à la date d'anniversaire de façon rétroactive.

8-5 Modalité d'application de la remise

Le titulaire devra préciser le pourcentage de remises appliquées sur son catalogue des prix, lequel sera annexé dans l'acte d'engagement.

En cas d'absence d'application de remise prévue dans l'acte d'engagement sur les commandes qui y sont éligibles, le prestataire encourt des pénalités conformément à l'article 10 du CCP.

8-6 Clause de sauvegarde

Lorsque l'application de la révision des prix conduit à augmenter de plus de 5 % par an les prix initiaux soumis à la révision, l'acheteur se réserve la possibilité :

- d'appliquer une augmentation du prix limitée à 5 % par an,
- de refuser l'application de nouveau tarif et de résilier le marché pour ce motif sans que le Titulaire puisse prétendre à être indemnisé,

9. MODALITÉ DE PAIEMENT ET ÉTABLISSEMENT DE LA FACTURATION

9-1 Modalité de règlement

Les règlements relatifs à l'ensemble des prestations décrites dans le CCP seront effectués à terme échu.

Le mode de règlement choisi par l'Organisme est le virement bancaire sur le compte du Titulaire.

Les demandes de paiement comprennent les mentions suivantes :

- Le nom et la raison sociale du créancier, une date d'émission et un numéro unique,
- Le numéro RCS, SIRET et TVA intracommunautaire,
- Les dates de réalisation des prestations,
- Le numéro du contrat,
- Les nature, quantité et montant hors taxes des prestations réalisées,
- Le taux de TVA applicable,
- La désignation de l'acheteur et son SIRET,
- Les éventuelles autres mentions demandées par l'acheteur après la notification du contrat.

Elles sont transmises de manière électronique, dans les conditions prévues par les Articles L2192-1 et suivants du Code de la Commande Publique sur le portail Chorus Pro à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr/>

Le titulaire est informé que Chorus Pro est le vecteur exclusif de transmission des factures sous format dématérialisé. Toute transmission de factures par un procédé de dématérialisation autre que Chorus Pro, ou toute transmission par Chorus Pro mais ne comportant pas l'intégralité des mentions obligatoires listées ci-après, ne sera pas acceptée. Par la suite, en cas de réception d'une facture électronique non adressée via Chorus Pro, la CPAM des Yvelines informera le titulaire du rejet de sa facture par mail ou par courrier et l'invitera à s'y conformer.

Ainsi, le titulaire devra, pour pouvoir déposer ses factures, renseigner le champ suivant dans l'outil :

- Le numéro de SIRET qui identifiera la CPAM des Yvelines en tant que destinataire de la facture : 323532267 00057

En cas d'interrogation sur les modalités d'utilisation de ce dispositif, le titulaire pourra consulter :

- Le site Communauté Chorus Pro à l'adresse : <https://communaute-choruspro.finances.gouv.fr/>
- L'aide en ligne du portail Chorus Pro.

Les retenues dont le Titulaire serait redevable, au titre des pénalités prévues à l'article 10 du présent document, seront déduites du montant TTC de ses factures.

9-2 Délais de paiement

En application de l'article R.2192-10 du code de la commande publique, le délai global de paiement ne peut excéder 30 jours à compter de la réception de la demande de paiement ou du service fait si celui-ci est postérieur à la date de réception de la demande de paiement.

9-3 Intérêts moratoires

En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires seront versés au titulaire, calculés par application de la formule suivante :

$$IM = M \times J/365 \times \text{Taux IM} + F$$

Dans laquelle :

- **IM** : Montant des intérêts moratoires
- **M** : Montant TTC de la demande de paiement
- **Taux IM** : Taux de la Banque Centrale Européenne en vigueur majoré de 8 points
- **J** : Nombre de jours calendaires entre la date limite et la date réelle de paiement
- **F** : Forfait de 40 € de frais de recouvrement

10. LES PÉNALITÉS

Le Titulaire du marché a une **obligation de résultat**. **Seules les prestations réellement effectuées donnent droit à paiement.**

L'ensemble des pénalités prévues à l'article 10 du présent CCP déroge à l'Article 14 du CCAG / FCS.

Les pénalités seront appliquées sans la mise en demeure préalable du titulaire pour l'ensemble de la durée du marché.

Les pénalités seront déduites des factures que présenteront le ou les Titulaires ou remboursées par virement bancaire à l'Organisme.

Les pénalités financières sont présentées dans le tableau ci-dessous :

MOTIF	MONTANT
Non-respect des dispositions prévues dans le marché	25 € par jour ouvré de retard ou par constat

Non-réception du planning des maintenances préventives	10 € par constat puis 5 € par jour ouvré de retard
Retard en cas d'intervention (préventive, curative ou corrective)	50 € par constat puis 20 € par heure de retard
Non-réception du rapport d'intervention	20 € par constat et 15 € par jour ouvré de retard
L'absence de réponse du titulaire pendant une période 10 jours malgré les relances	10 € après la dernière mise en garde puis 5 € par jour ouvré de retard après avertissement préalable par courriel
Absence du titulaire pour la réunion de suivi des prestations ou refus d'y répondre	100 € par constat
Absence d'application de la remise sur les prix du catalogue du titulaire	150 € par constat
Sous-traitant non déclaré	500 € par infraction constatée

La CPAM des Yvelines rappelle que les pénalités visent principalement à dissuader les comportements négligents et à favoriser la bonne exécution des prestations objet du présent marché. L'utilisation de ces pénalités ne sera pas systématique et sera envisagée en dernier recours, après avoir tenté de résoudre les différends à l'amiable.

L'intention de l'Organisme est de privilégier la collaboration et le dialogue, en visant à maintenir une relation de confiance et de bonne foi avec le titulaire. Ainsi, l'application de ces pénalités ne devra pas être perçue comme un objectif en soi, mais plutôt comme un outil de dernier ressort pour garantir les engagements pris par le titulaire.

11. ASSURANCE

Le Titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile.

Il devra fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations.

A ce titre, le Titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il peut encourir en cas de dommages corporels, matériels et immatériels causés aux tiers ou à l'Organisme à l'occasion des interventions.

Les polices d'assurances devront prévoir des montants de garantie suffisants pour la couverture des risques encourus et inclure les conséquences de toute solidarité.

Le titulaire s'engage à obtenir de ses sous-traitants la justification de souscriptions d'assurances garantissant leurs responsabilités dans les mêmes conditions que celles précisées ci-dessus. Il s'engage à maintenir les assurances requises en état de validité pour la durée de ses responsabilités.

A tout moment durant l'exécution de la prestation, le Titulaire doit être en mesure de produire cette attestation.

12. CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

Conformément à l'article 16.2 du CCAG-FCS des clauses environnementales peuvent être introduites pour fixer des obligations en matière de transport, d'emballage et de gestion des déchets.

Le titulaire devra donc disposer :

- D'une flotte automobile limitant l'impact Carbone ;
- De produits limitant l'impact environnementale ;
- D'une gestion des déchets conformes à la réglementation en vigueur avec notamment de l'utilisation de la plateforme de Gestion des déchets Trackdéchets.

En cas de non-respect de cette clause, le pouvoir adjudicateur pourra appliquer des pénalités.

13. RÉUNION DE DÉMARRAGE DU MARCHÉ

Une réunion de démarrage aura lieu avec le Titulaire à la demande de l'Organisme. La date de la réunion sera fournie dans les meilleurs délais après concertation entre la CPAM des Yvelines et le Titulaire du marché par le pouvoir adjudicateur.

Elle réunira au minimum :

- Un ou plusieurs représentant du Titulaire,
- Le Représentant du Département Logistique de la CPAM des Yvelines,
- Un ou deux représentants du Service Achats de l'Organisme,
- Un ou deux représentants du Service Marchés et Assurances de la CPAM des Yvelines,
- Les responsables d'immeubles concernés par le marché,

Au cours de cette réunion les points suivants pourront être abordés :

- Désignation de l'interlocuteur privilégié de la CPAM des Yvelines et du Titulaire pour le suivi de la prestation.
- Accord sur le formalisme des bons de commande
- Rédaction du protocole de sécurité,
- Validation de la période approximative des interventions pour les maintenances préventives en attente de la réception des plannings définitifs.

Ces listes ne sont pas exhaustives.

14. RÉUNION DU SUIVI DES PRESTATIONS

Les parties peuvent convenir de se réunir, à un jour et une heure prévue à l'avance afin d'échanger sur l'exécution des prestations définies dans le présent marché.

L'objectif de ces réunions sera de faire le point sur les avancées, les éventuels obstacles rencontrés et de prendre l'ensemble les décisions nécessaires pour garantir la qualité et la bonne réalisation des prestations définies dans le CCP.

Chaque partie s'engage à participer activement à ces réunions et à fournir toutes les informations nécessaires pour permettre un suivi efficace de la prestation.

Les parties auront la possibilité de réclamer des réunions d'urgence dans le cas de problème rencontré durant l'exécution des prestations.

À défaut de la participation du Titulaire aux réunions ou d'un silence constaté malgré de nombreuses relances par courriel ou appel téléphonique, des pénalités seront appliquées, conformément à l'article 10 du CCP.

15. SOUS-TRAITANCE

Le Titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations du marché après acceptation du sous-traitant par l'acheteur.

Le Titulaire remet à l'acheteur une déclaration de sous-traitance (formulaire DC4 téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>), remplie et signée par le sous-traitant et le titulaire, comportant la nature et le montant des prestations sous-traitées ainsi que les conditions de paiement. Cette déclaration s'accompagne des documents attestant des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que de sa régularité fiscale et sociale.

Le sous-traitant a droit au paiement direct si le montant sous-traité est supérieur à 600 euros TTC.

Le Titulaire demeure responsable de la bonne exécution des prestations prévues au contrat et du respect de toutes les autres obligations du contrat. Il apporte aux sous-traitants toutes les informations utiles pour garantir la bonne exécution du marché.

16. DROIT, LANGUE ET MONNAIE

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Toutes les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

La monnaie de compte du marché est l'Euro. Le prix libellé en Euro restera inchangé en cas de variation de change.

17. ÉLECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile en leur siège respectif. Les coordonnées des représentants du Titulaire et de l'Organisme seront notés dans l'acte d'engagement des deux lots.

De plus, les parties s'engagent à actualiser leurs coordonnées et à en informer l'autre partie dans les plus brefs délais.

18. RÉSILIATION

Outre les cas prévus aux Articles 38 à 45 du C.C.A.G / F.C.S, le marché pourra être résilié par lettre recommandée avec accusé de réception dans les cas suivants :

- En cas d'inexactitude des renseignements demandés lors de la remise des candidatures et des offres,

- En cas d'inexécution de ses obligations par le Titulaire, dans les conditions dans le CCP et dans l'acte d'engagement.
- En cas de non-respect des dispositions de Articles D.8222-5 du Code du Travail qui fait obligation de produire tous les six mois, pendant la durée d'exécution du marché.

Une mise en demeure préalable à la résiliation du marché rappelant au titulaire ses obligations en la matière lui sera adressée par lettre recommandée.

Outre les cas de résiliation mentionnées ci-dessus, l'acheteur peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général fondé sur une réorganisation de service, une évolution de fonctionnement, des techniques, des besoins ou de politique de l'établissement, notamment lorsque le pouvoir adjudicateur a l'obligation d'intégrer un marché mutualisé (national ou régional) portant sur l'objet du présent marché.

Dans ce cas, par dérogation à l'article 42 du CCAG Fournitures Courantes et services, cette résiliation n'ouvre pas droit à indemnisation du Titulaire sauf si ce dernier apporte les justifications utiles et nécessaires des frais et investissements, éventuellement engagés pour l'exécution du marché jusqu'à son terme qui n'aurait pas été prise en compte dans le décompte de résiliation.

19. ATTRIBUTION DE JURIDICTION

Pour tout litige résultant du présent marché, les deux parties font attribution de juridiction.

Pour tout référé ou litige contentieux résultant du présent accord-cadre, les deux parties font attribution de juridiction au Tribunal Judiciaire de Versailles, sis à l'adresse suivante :

Tribunal Judiciaire de Versailles
5, Place André Mignot
78011 Versailles Cedex
 Téléphone : 01 39 07 39 07
 Courriel : tj1-versailles@justice.fr

Voici les dispositions du CCAG applicables en cas de litiges :

- **Règlement à l'amiable**
 Les dispositions de l'article 46.1 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.
- **Mémoire en réclamation**
 Les dispositions de l'article 46.2 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.
- **Délai de notification de la décision**
 Les dispositions de l'article 46.3 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.
- **Recours à un comité consultatif de règlement à l'amiable, à la conciliation, à la médiation ou à l'arbitrage**
 Les dispositions de l'article 46.4 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.
- **Délai de réclamation**
 Les dispositions de l'article 46.5 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

20. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

L'article 8-4 du présent C.C.P. déroge à l'Article 10 du C.C.A.G / F.C.S concernant les modalités de la révision des prix.

L'article 10 du présent C.C.P. déroge à l'article 14 du C.C.A.G / F.C.S concernant l'application des pénalités.

L'article 17 du présent C.C.P. déroge à l'Article 42 du C.C.A.G / F.C.S concernant l'indemnisation suite à une résiliation pour motif d'intérêt général.

FAIT EN UN SEUL ORIGINAL. A VERSAILLES, LE

Mention manuscrite "Lu et Approuvé"

Signature et Cachet

ANNEXE 1 DU CCP
LIVRET DE SÉCURITÉ DE L'INFORMATION

Pièce annexée intitulée « Livret de sécurité de l'information »

ANNEXE 2 DU CCP
CONTRAT DE PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES

Pièce annexée intitulée « Contrat de protection des données personnelles »